

Dans l'espace, le spectre militaire

TIR En envoyant un missile détruire un vieux satellite, la Russie a rappelé qu'elle était un des pays aptes à le faire. Une démonstration de force qui ne l'empêche pas de militer pour un cadre juridique empêchant la militarisation de l'espace

ETIENNE MEYER-VACHERAND

EtienneMeyVa

Un tir, une démonstration de force et de nombreux nouveaux débris en orbite autour de la Terre. Selon Ned Price, porte-parole du Département d'Etat américain, le lancement d'un missile antisatellite par la Russie aurait généré «plus de 1500 débris orbitaux traçables, et des centaines de milliers de morceaux plus petits de débris qui menacent désormais les intérêts de toutes les nations». Un test qualifié de «dangereux et irresponsable» par les Etats-Unis et dénoncé par d'autres pays.

La cible de ce tir: un satellite soviétique Kosmos 1408, utilisé pour le renseignement électromagnétique, et lancé en 1982. Sa destruction a été confirmée par l'armée russe dans un communiqué mardi, sans précision sur le type d'armement utilisé. Les débris engendrés par ce tir sont sur la trajectoire de la Station spatiale internationale (ISS). Ils orbitent entre 440 et 520 km d'altitude quand l'ISS évolue vers les 400 km, et croisent le chemin de cette dernière toutes les 90 minutes. Les sept personnes, dont deux cosmonautes russes, à bord de la station ont dû se réfugier dans les vaisseaux Soyouz et Crew Dragon pour une éventuelle évacuation d'urgence.

Ils ont aujourd'hui réintégré l'ISS, mais de nombreuses écoutes restent fermées entre certains modules. Si le risque d'une collision est pour le moment écarté, ces débris pourraient endommager d'autres équipements. Plus généra-

lement, leur augmentation menace à terme l'accès à l'espace.

La Russie n'est pas le seul pays à avoir mené des tirs de missile antisatellite à ascension directe (DA-ASAT en anglais) ces dernières années, mais ils ne sont qu'une poignée à en être capables: seuls les Etats-Unis, la Chine et l'Inde disposent de cet armement. Le dernier test en date remonte à mars 2019, avec la première tentative menée, avec succès, par l'Inde pour détruire un satellite d'observation.

Un avantage stratégique

Le caractère militaire de cet essai russe fait peu de doute, puisque les satellites obsolètes finissent par regagner naturellement l'atmosphère où ils sont détruits. Pour ces pays, démontrer leur capacité à détruire un satellite depuis la Terre est un avantage stratégique et militaire important à l'heure où internet, les systèmes de communication ou encore le GPS dépendent des satellites.

«Ce type de test de missile n'est pas nouveau, relève Marc Finaud, chercheur au Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP). Le tir d'essai russe a clairement pour but de montrer les capacités de la Russie, mais aussi d'inciter les autres puissances à enfin entamer des négociations pour un traité sur l'espace à la Conférence du désarmement. Mais là, c'est plutôt contre-productif.»

Ces programmes ont été lancés pendant la guerre froide, par les Etats-Unis et l'URSS. A la fin des années 1980, les tirs ont été interrompus. Mais en janvier 2007, la Chine démontre sa capacité à maî-



Image numérique d'artiste reproduisant la densité des débris autour de la Terre. (NASA ODPO)

triser cette technologie en détruisant un ancien satellite météo. L'année suivante, les Etats-Unis tirent sur un de leurs satellites de reconnaissance, USA-193, sous prétexte qu'il contient une cargaison d'un carburant très toxique. Certains y voient une réponse à la Chine, pour d'autres le but est d'empêcher ses rivaux de récupérer la technologie du satellite à partir des débris qui auraient pu parvenir sur Terre.

«Ce type d'incident montre toute la vulnérabilité de la dissuasion nucléaire, poursuit Marc Finaud. On sait en effet à quel point les puissances dépendent des satellites qui jouent un rôle crucial dans l'observation militaire, voire dans la com-

munication avec des sous-marins nucléaires. Les nouvelles technologies, notamment de l'espace, pourraient bien affaiblir sensiblement la dissuasion nucléaire, augmenter le risque nucléaire et rendre ces armes encore plus obsolètes.»

Des démonstrations telles que celle des Russes lundi font resurgir le spectre d'un affrontement entre grandes nations dans l'espace proche de la Terre. Pourtant, début novembre, plusieurs résolutions destinées à prévenir une militarisation de l'espace extra-atmosphérique ont été adoptées par les Nations unies, dont une proposée par la Russie et la Chine sur l'interdiction de déployer des armes

dans l'espace. Plusieurs pays, dont la France, s'y étaient opposés, notant qu'aucune définition ne précise ce qu'est une «arme dans l'espace». D'autre part, un missile tiré depuis le sol – comme dans le cadre de l'essai de lundi – pourrait ne pas être considéré comme une arme déployée dans l'espace et ne pas être concerné par une telle interdiction.

Il y a des entorses

L'espace est essentiellement encadré par des engagements de principe, et les quelques règles existantes sont difficiles à faire respecter. Le traité international de l'espace de 1967 interdit par exemple

la mise en place d'armes de destruction massive en orbite autour de la Terre ou encore l'exploitation des ressources de la Lune. Mais des entorses à ces principes apparaissent; en 2015 par exemple, les Etats-Unis ont adopté une loi permettant aux citoyens américains d'exploiter les ressources spatiales.

Sous la présidence de Donald Trump, en décembre 2019, le pays s'est aussi doté d'une sixième branche de ses forces armées dédiées à l'espace. En attendant un éventuel cadre juridique, les grandes nations du spatial se préparent à défendre leurs intérêts au-delà de l'atmosphère terrestre. ■